

■ Budget | Austérité

# Courard: "Pas touche à la Sécu"

► Au nom du PS, Philippe Courard s'oppose à la limitation de la croissance du budget des soins de santé.

► Qu'on aille plutôt voir du côté des recettes...

Le sang des responsables socialistes n'a fait qu'un tour à la lecture de l'interview du nouveau ministre du Budget, Guy Vanhengel (Open VLD), lequel préconisait (La Libre du 29/7) une austérité absolue qui, disait-il, devra en priorité toucher les dépenses, toutes les dépenses y compris celle de la sécurité sociale.

"Oui la situation est grave: une période d'austérité sera nécessaire et cela va se traduire par une diminution de dépenses. Mais ce qui est heurtant, ce que certains focalisent toujours sur les dépenses de soins de santé qui nous paraissent à nous, socialistes, indispensables et fondamentales", répliqua Philippe Courard, le nouveau ministre PS de l'Intégration sociale.

Pour lui, ce ne sont pas les dépenses de soins de santé qui posent problème: "Je ne pense pas que ce soit dans ce dépar-

tement qu'il faille faire les efforts. Certes il y a un déficit de quelque 2 milliards sur 20, mais je ne crois pas que ce soit là que l'on trouvera la solution" ajoute le ministre socialiste qui estime, par ailleurs, insupportable et inacceptable que M. Vanhengel remette en question l'accord de gouvernement "un accord qui prévoit bien une croissance de 4,5% du budget des soins de santé".

Que faire alors? "Je ne dis pas qu'il ne faut pas travailler sur les dépenses et voir dans quelle mesure certaines ne peuvent pas être contenues ou réduites, mais il ne faut surtout pas pénaliser une deuxième fois les personnes qui ont déjà beaucoup souffert de la crise: je pense aux malades, aux gens qui perdent leur boulot, tant en Flandre qu'en Wallonie d'ailleurs. Il y a quand même des choses auxquelles on ne pourra pas toucher. La norme de croissance de 4,5 %, il ne faut pas y toucher. Elle profite à des gens qui ont, plus que d'autres, besoin d'être soutenus et besoin de solidarité. D'ailleurs, dans son interview, M. Vanhengel loue le système de sécurité sociale belge."

Cela dit, M. Courard ne refuse pas certaines réflexions, certaines pistes, qui toucheraient aux médicaments, par exemple: "Il y aura peut-être des pistes d'économies possibles à trouver avec les médicaments génériques".

Plus globalement, s'il faut trouver des moyens pour réduire l'écart entre recettes et dépenses, le ministre Courard préférerait que l'on se penche sur les recettes: "Je ne dis pas qu'il faut des impôts nouveaux: le citoyen belge est suffisamment taxé. Mais ce qui m'interpelle dans les chiffres, c'est que les recettes fiscales pour 2009, initialement évaluées à 99,5 milliards d'euros, se limiteront, finalement, à 84,9 milliards d'euros, soit

une diminution de 15 pc. C'est normal puisqu'il y a eu une diminution de croissance. Mais je me demande si l'on fait vraiment le nécessaire pour aller chercher toutes les possibilités de recettes qui étaient prévues initialement dans le budget. On peut concevoir qu'il y ait moins de recettes à cause de la crise. Mais est-ce que réellement, une perte de 15 pc des rentrées fiscales, par rapport à la réduction de la croissance, n'est-ce pas un peu

beaucoup?"

Comment aller rechercher de nouvelles recettes? Philippe Courard explique simplement: "Il doit être possible d'améliorer les rentrées. Je ne parle pas encore de fraude fiscale où à mon avis, on peut encore aller chercher de l'argent. Je parle simplement de ce qui était programmé initialement."

Quant au rythme de l'assainissement, M. Courard a, comme M. Vanhengel, des doutes: "On s'est fixé 2015 pour le retour à l'équilibre. On va essayer de s'y tenir, mais le problème est que cela n'est pas une science exacte. On espère une reprise possible dans les prochains mois, mais... elle est bien hypothétique. Il ne faut pas faire souffrir exagérément la population, en particulier ceux qui ont déjà des difficultés à nouer les deux bouts."

V.d.W.

## Épingle

### Melchior Wathelet (CDH): "Pas de tabous"

**Austérité.** Le secrétaire d'Etat au Budget, Melchior Wathelet (CDH) partage en grande partie le signal d'alarme tiré par son désormais ministre de tutelle, Guy Vanhengel. Il souligne d'ailleurs qu'il avait déjà attiré l'attention sur la gravité de la situation, il y a un mois. Pour lui, il faudra que chacun abandonne ses tabous. "Tout le monde devra faire des efforts et des économies: l'Etat fédéral et la sécurité sociale, les Régions, les Communautés, les communes. Chaque niveau de pouvoir va devoir s'interroger sur ses dépenses et ses recettes." Car pour lui, l'effort doit autant porter sur les dépenses que sur les recettes. Faut-il freiner la croissance des dépenses de soins de santé? "On peut en tous les cas y réfléchir", commente-t-il "mais même si l'on réduisait à néant la croissance de la Sécu, en passant de 4,5 à zéro pour cent de croissance, on n'aurait encore trouvé qu'un milliard d'économies. Or il faut identifier 20 milliards, à politique constante, c'est-à-dire un cinquième des recettes fiscales, ou encore un peu plus de deux fois la recette de l'impôt des sociétés, qui oscille 8 et 9 milliards par an". V.d.W.



BELGA